

03 -02- 2003

28 -03- 2003

65. 820. 100 | 318.02 4

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (SCF 318.02)

NR.  
N°

Convention collective de travail du 19 décembre 2002 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Vormingsfonds gezinszorg Vlaamse Gemeenschap" et fixant ses statuts

## A. INSTITUTION

### Art. 1

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1er, alinéa 1, point 1 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

### Art. 2

La présente convention s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

Par employeurs on entend les employeurs exerçant leur activité principale dans une des activités définies à l'article 1er, point 1 de l'Arrêté royal du 7 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et qui sont organisés comme des associations sans but lucratif ou comme société à finalité sociale dont les statuts stipulent que les associés ne poursuivent pas d'avantage financier.

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin des services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

### Art. 3

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er décembre 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties au plus tard au 31 décembre de chaque année avec effet à partir du 1er juillet de l'année suivante.

Le préavis doit être notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

Le président fait parvenir une copie du préavis à chaque partie signataire ainsi qu'au Ministre de l'Emploi et du Travail ainsi qu'à l'Office National de Sécurité Sociale.

## B. STATUTS

### Chapitre I : Dénomination et siège social

#### Art. 4

A partir du 1er décembre 2002, il est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Vormingsfonds gezinszorg Vlaamse gemeenschap", appelé ci-après "le Fonds".

4

Le siège social et administratif du Fonds est établi St.-Jansstraat 32-38, 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du Comité de gestion du Fonds, prévu à l'article 12. Le Comité de gestion notifie sa décision au Président de la Sous-commission paritaire et au Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

## **Chapitre II : Objectif**

### **Art. 5**

Le fonds, institué par la présente convention collective de travail, assure le financement d'initiatives de formation et la promotion de l'emploi. A cet effet, le fonds reçoit et gère les montants de la réduction des cotisations provenant de réserves 'non-récurrentes' du fonds maribel social pour les aides familiales et les aides seniors de la Communauté flamande, tel qu'institué par la Sous-commission paritaire des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande, et versés au fonds par le Fonds fédéral de récupération institué par l'art. 71 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

## **Chapitre III : Financement**

### **Art. 6**

Les moyens financiers du Fonds se composent du total des réductions des cotisations mentionnées à l'article 5 de la présente convention, inclusivement les intérêts.

### **Art. 7**

Pour autant que le réviseur, désigné en application de l'article 16 de la présente convention, soit un réviseur d'entreprise, les frais concernant l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les intérêts visés à l'article 6 de la présente convention.

## **Chapitre IV : Comité de gestion**

### **Art. 8**

Le Fonds est géré par un Comité de gestion composé paritairement qui est composé de la même façon que le Comité de gestion du Fonds Maribel Social pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

### **Art. 9**

Les membres du comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire  
Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès de l'intéressé ou lorsque la durée du mandat vient à échéance ou lorsque l'organisation qui a proposé le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé ne fait plus partie de l'organisation qui l'a proposé. Le cas échéant, le nouveau membre termine le mandat de son prédécesseur.  
Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

**Art. 10**

Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

**Art. 11**

Le comité de gestion choisit chaque année un président et un viceprésident parmi ses membres issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs. Le président et le vice-président proviennent toujours d'une délégation différente.

**Art. 12**

Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds. Au mois de juin de chaque année, le comité de gestion transmet un rapport écrit concernant l'exécution de ses missions à la Sous-commission paritaire.

**Art. 13**

Le comité de gestion se réunit au moins deux fois par an, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées en son sein. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le Comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président

**Art. 14**

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

**Art. 15**

Sauf dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur rédigé par le comité de gestion et approuvé à l'unanimité, les décisions sont prises à la majorité des votants.

**Chapitre V : Contrôle****Art. 16**

Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-Commission paritaire désigne un réviseur d'entreprise en vue du contrôle de la gestion du Fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire. En outre, il informe régulièrement le comité de gestion des résultats de ses investigations et il fait les recommandations qu'il juge utiles.

## **Chapitre VI : Bilan et comptes**

### **Art.17 :**

Chaque année, le bilan et les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre et une première fois au 31 décembre 2003.

## **Chapitre VII : Dissolution et liquidation**

### **Art. 18**

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

### **Art. 19**

Il est dissous par la Sous-commission paritaire suivant les modalités reprises à l'article 3 de la présente convention.

### **Art. 20**

Après le paiement du passif, la Sous-commission paritaire détermine la destination des biens et des valeurs du Fonds.

La Sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion du Fonds.

03 -02- 2003 | 8 -03- 2003

NR.

N°

65.820/00/318.02

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap (PSC 318.02)**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2002 houdende oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Vormingsfonds gezinszorg Vlaamse Gemeenschap" en tot vaststelling van zijn statuten**

**A. OPRICHTING**

**Art. 1**

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, alinéa 1, punt 1 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

**Art. 2**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

Onder werkgevers wordt verstaan de werkgevers die hun voornaamste activiteit uitoefenen in een van de activiteiten omschreven in artikel 1, punt 1 van het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector en die georganiseerd zijn als verenigingen zonder winstoogmerk of als vennootschap met een sociaal oogmerk waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen vermogensvoordeel nastreven.

Onder werknemers wordt verstaan het vrouwelijk en mannelijk werklieden- en bediendenpersoneel van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

**Art. 3**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 1 december 2002 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd ten laatste op 31 december van ieder jaar met uitwerking vanaf 1 juli van het daaropvolgend jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

De voorzitter laat een kopie van de opzegging aan iedere ondertekenende partij worden alsook aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid alsook aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

**B. STATUTEN**

**Hoofdstuk I : Benaming en maatschappelijke zetel**

**Art. 4**

Met ingang van 1 december 2002 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Vormingsfonds gezinszorg Vlaamse gemeenschap", hierna "het Fonds" genoemd.

4

De maatschappelijke en administratieve zetel van het Fonds is gevestigd in de St.-Jansstraat 32-38, 1000 Brussel. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het Fonds, voorzien bij artikel 12, elders worden overgeplaatst. De Raad van Beheer betekent zijn beslissing aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité en aan de fédérale minister van Tewerkstelling en Arbeid.

## **Hoofdstuk II : Doel**

### **Art. 5**

Het fonds, opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst, verzekert de financiering van vormingsinitiatieven en bevordering van de werkgelegenheid. Hiertoe ontvangt en beheert het fonds de sommen van de bijdragevermindering komende uit de 'niet recurente' reserves van het fonds sociale maribel voor de gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap, zoals opgericht door het Paritair Subcomité voor de gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap, en aan het fonds gestort door het Federaal terugvorderingsfonds opgericht bij art. 71 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse sociale bepalingen.

## **Hoofdstuk III : Financiering**

### **Art. 6**

De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5 van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten.

### **Art. 7**

Voor zover de revisor, aangeduid bij toepassing van artikel 16 van deze overeenkomst, een bedrijfsrevisor is, kunnen de kosten met betrekking tot de tussenkomst van de revisor aangerekend worden op de renten waarvan sprake in artikel 6 van deze overeenkomst.

## **Hoofdstuk IV : Raad van Beheer**

### **Art. 8**

Het Fonds wordt beheerd door een paritair samengestelde Raad van Beheer die op dezelfde wijze is samengesteld als de Raad van Beheer van het Fonds Sociale Maribel voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

### **Art. 9**

De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde période als deze van hun mandaat van lid van het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door het ontslag of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft. Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

### **Art. 10**

De leden van de Raad van Beheer verbinden zich niet persoonlijk bij de verbintenissen aangegaan door het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

### **Art. 11**

De Raad van Beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en de werkgeversafvaardiging.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn steeds uit een verschillende afvaardiging.

## **Art. 12**

De Raad van Beheer **beschikt** over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds. Tijdens de maand juni van **elkjaar** maakt de Raad van Beheer een **schriftelijk** verslag over aan het Paritair Subcomité over de **vervulling** van zijn opdrachten.

## **Art. 13**

De Raad van Beheer **vergadert** minstens **tweemaal** per jaar.

De Raad vergadert **hetzij** op uitnodiging van de **voorzitter** **ambtshalve** handelend, **hetzij** op vraag van tenminste de **helft** van zijn leden, **hetzij** op vraag van een der in zijn schoot **vertegenwoordigde organisaties**.

De **uitnodigingen** bevatten de **dagorde**.

De **notulen** van de **vergadering** worden opgemaakt door de **secretaris** aangeduid door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

**Uittreksels** uit deze notulen worden door de voorzitter en de **ondervoorzitter** ondertekend.

## **Art. 14**

De Raad van Beheer kan **slechts** geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van de leden van de **werknemersafvaardiging** en de helft van de leden van de **werkgeversafvaardiging** aanwezig is.

## **Art. 15**

Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk **règlement** opgesteld door de Raad van Beheer en goedgekeurd bij unanimité, worden de beslissingen **getroffen** bij eenparigheid van stemmen.

## **Hoofdstuk V : Contrôle**

### **Art. 16**

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor **bestaanszekerheid** duidt het Paritair Subcomité een bedrijfsrevisor aan ter **contrôle** van het beheer van het Fonds.

Deze **moet** minstens eenmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Subcomité.

Bovendien **licht** hij de Raad van Beheer regelmatig in over de resultaten van zijn **onderzoeken** en doet de **aanbevelingen** die hij nodig **acht**.

## **Hoofdstuk VI : Balansen en rekeningen**

### **Art. 17**

Elk jaar worden op 31 **december** de balansen en de rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten en een eerste maal op 31 december 2003.

## **Hoofdstuk VII: Ontbinding en vereffening**

### **Art. 18**

Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

### **Art. 19**

Het wordt ontbonden volgens de modaliteiten opgenomen in artikel 3 van deze overeenkomst door het Paritair Subcomité.

### **Art. 20**

4

Na de betaling van het passief bepaalt het Paritair Subcomité de bestemming van de goederen en de waarden van het Fonds.  
Het Paritair Subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de Raad van Beheer van het Fonds.